



Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités
Locales et de
l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

DR/AG

ARRETE

n° **000977** du **05 AVR. 2000** portant
occupation temporaire en vue de l'exécution de travaux d'office
Site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à Sierentz

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le Code des Tribunaux Administratifs et plus particulièrement les textes réglementant la procédure à suivre devant cette juridiction ;
- VU** le Code Pénal et notamment ses articles 438 et R 26 ;
- VU** la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;
- VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de cette loi ;
- VU** la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- VU** la lettre du Ministre de l'Environnement du 9 novembre 1999 autorisant le Préfet du Haut-Rhin à confier à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie l'exécution d'office des travaux de contrôle et de maintenance concernant le site du dépôt de déchets de lindane de la Société PCUK à Sierentz ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n° 000223 et n° 000224 en date du 1^{er} février 2000 annexés au présent arrêté et chargeant l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie d'exécuter ou de faire exécuter les opérations précitées ;

CONSIDÉRANT que les produits et déchets stockés sur le site portent atteinte aux intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

CONSIDÉRANT le caractère d'intérêt général des opérations projetées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,



.../...

Bicentenaire du CORPS PREFECTORAL

ARRETE

Article 1er

Les représentants de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie ainsi que ceux des entreprises accréditées par cet organisme, chargés de l'exécution des travaux susvisés sont autorisés en tant que de besoin, et sous réserve des droits des tiers à procéder aux travaux définis à l'article 1 des arrêtés préfectoraux du 1^{er} février 2000 et impliquant les opérations suivantes :

- opérations de forage et de mise en place de points d'accès à la nappe
- opérations de prélèvements d'échantillons d'eaux
- opérations de passage et manœuvre d'engins de travaux publics
- opérations de débroussaillage
- opérations de clôture du site de dépôt « PCUK ».

Article 2

Les travaux ci-dessus seront effectués sur les terrains portant les n^{os} 108 à 116, 394 à 399 et 344 et 345 de la section 1, d'après le cadastre de la commune. Un plan est annexé au présent arrêté.

Article 3

Chacun des responsables chargés des travaux devra être muni d'une ampliation du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Lesdits responsables ne pourront pénétrer sur les terrains concernés qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 29 décembre 1892.

Article 4

Les indemnités qui pourraient être dues pour les dommages causés aux propriétés en cause, à l'occasion de l'exécution fautive des travaux prévus à l'article 1 ci-dessus, seront à la charge de l'ADEME. A défaut d'entente amiable, elles seront évaluées par le Tribunal Administratif.

Dans ce cadre un état des lieux avant et après travaux sera réalisé.

Article 5

La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois à compter de sa date de notification.

La présente autorisation couvre la durée des travaux prescrits et ce au maximum pendant une période de deux ans à compter de leur démarrage.

L'occupation temporaire nécessaire à l'exécution des travaux publics ne pourra excéder cinq ans.

.../...

Article 6

Le présent arrêté sera publié et affiché au moins dix jours avant le commencement des opérations envisagées à l'article 1^{er} ci-dessus, à la diligence du maire de la commune de Sierentz, qui adressera à la Préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité, et aux frais de l'ADEME.

Article 7

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- M. le Directeur de l'ADEME,
- M. le Maire de Sierentz

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également :

- notifiée, par les soins de M. le Maire de Sierentz, aux propriétaires concernés, par lettre recommandée avec accusé de réception,
- transmise à :
 - M. le Trésorier Payeur Général du Haut-Rhin,
 - M. le Sous-Préfet de Mulhouse,
 - M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
 - M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
 - M. le Lieutenant Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie,
 - M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

Fait à COLMAR, le **5** AVR 2000

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.